

# Les enjeux des aménagements hydro-agricoles en Ethiopie et en Erythrée

Alain Gascon

## Introduction

Les plantations irriguées, somme toute « marginales », ont cristallisé en Ethiopie (et en Erythrée), des enjeux qui dépassent en effet, en gravité et en intensité ce que suggère le simple constat statistique. Les périmètres irrigués des fermes d'Etat, même au plus fort du « bon en avant » de Mengistu, en 1985, atteignirent peut-être 100 000 ha., mais en fait, moins de la moitié de cette superficie était réellement cultivée, soit 0,01 à 0,02 % de la SAU des deux états (Dessalegn 1990) ! Au même moment, le secteur étatique employait 35 000 salariés permanents et 50 000 saisonniers (Dessalegn 1990). L'agriculture irriguée qui nécessite plus d'attention que la culture pluviale, devait occuper plus de la moitié des permanents ; de toute façon une part infime de la main-d'œuvre d'un pays peuplé à 90 % d'agriculteurs. De plus, la production de cette agriculture « marginale » n'a jamais contribué, de façon décisive, ni aux exportations ni à la consommation intérieure.

Mais, aux 40 000 et 50 000 ha cultivés il faut ajouter les emprises des infrastructures d'irrigation et les réserves foncières nécessaires à la monoculture agro-industrielle qui ont entraîné le morcellement des parcours des 200 000 éleveurs des basses terres arides. Ces derniers ont été impitoyablement écartés de leurs points d'eau et de leurs pâturages et bien pire, les systèmes d'irrigation ont transformé l'environnement de façon irréversible. Or, entre 1979 et 1985, les superficies irriguées ont été multipliées par cinq alors que celles des fermes d'Etat triplaient. L'histoire de l'extension des périmètres irrigués s'est faite au mépris des droits fonciers des éleveurs.

Ce texte reprend ma communication au Séminaire régional : Les grands aménagements hydro-agricoles en Afrique sahélo-soudanienne : pour une approche comparative, Khartoum, 14-21 février 1993 : - Agriculture de luxe -, enclaves modernistes, - néo-kättima - ? Les périmètres irrigués, les paysans et les éleveurs en Ethiopie et en Erythrée.

La chute de Mengistu, en 1991, suivie de l'accession à l'indépendance de l'Érythrée, en 1993, marque le début d'une période de mutations profondes en Éthiopie et dans la Corne de l'Afrique<sup>1</sup>. Ces mutations politiques et économiques annoncent la remise en question des rapports de sujétion entre le centre, les hauts plateaux peuplés de cultivateurs, et les basses terres périphériques, parcourues par les pasteurs. Dès le début du siècle en Érythrée, dans les années 1960 en Éthiopie, on découpa de grands périmètres irrigués sur les piémonts des hautes terres. On y introduisit de nouvelles spéculations pour les besoins du marché international et de l'industrie nationale en train de naître. On devait y accueillir les victimes des famines : éleveurs et cultivateurs à l'étroit sur les hauteurs densément peuplées. Ces grandes fermes avaient également valeur d'exemple : elles devaient inciter la paysannerie à intensifier les systèmes de production afin de faire face au rapide La Réforme Agraire de 1975, qui suivit la Révolution de 1974, ignora les éleveurs et nationalisa les fermes capitalistes et notamment les périmètres hydro-agricoles. En 1979, la «Révolution Verte» (sic.) lancée par Mengistu, introduisit la collectivisation progressive de l'agriculture, un système de quotas généralisés et fit des fermes d'État des

sovkhozes. Fascinés par la démiurgie marxiste, les militaires lancèrent des projets pharaoniens d'irrigation pour «transformer» la nature dans les basses terres arides où des maquis irrédentistes contestaient leur pouvoir. Ces plantations, hautement mécanisées, n'accueillirent qu'un petit nombre de paysans des hautes terres. Elles ne reçurent pas non plus les déplacés du Nord qui, pour la plupart, allèrent croupir dans des camps édifiés à la hâte, dans le Sud ouest pluvieux. La chute du régime militaro-marxiste entraîne une recomposition de l'espace national en États autonomes sur la base ethnolinguistique et place les aménagements hydro-agricoles sous la coupe des éleveurs, naguère expulsés ! Les pasteurs et paysans les occupent, mettant ainsi les autorités devant le fait accompli. On s'est battu dans le Rift, en 1991, pour piller les fermes mais également pour «marquer» le territoire. Les États, face au doublement de leur population tous les 25 ans alors que le cap des 56 millions d'habitants a été franchi, doivent-ils restituer les périmètres irrigués aux populations locales ? Ont-ils les moyens d'améliorer une gestion des ressources de l'environnement et des hommes qui s'est révélée catastrophique ?

*Elle manifeste la volonté délibérée des pouvoirs politiques sédentaires de les soumettre en représailles des menaces séculaires qu'ils firent peser sur les hautes terres. Instruments des pouvoirs politiques sédentaires, les aménagements hydro-agricoles ont été imposés par la force aux communautés locales. Dans ce contexte historique et géopolitique, ils sont demeurés des corps étrangers et l'intensification des systèmes de production par la «conversion» des paysans et des éleveurs à l'irrigation, qu'ils auraient pu promouvoir, se révèle être un échec.*

*Les périmètres irrigués sont devenus l'un des éléments primordiaux de la stratégie territoriale des États riverains du Nil. Les gouvernements prennent ainsi des gages «sur le terrain» afin de participer en position de force, au partage des ressources hydrauliques des basses terres «vides». Face à la récurrence des sécheresses et à l'augmentation de la charge démographique sur les hautes terres, les autorités prévoient de réinstaller les communautés paysannes des hauteurs dans les périphéries basses.*

*La situation des aménagements hydro-agricoles en Ethiopie et en Erythrée est paradoxale ; ils ne représentent qu'un secteur marginal tant pour les superficies que pour l'emploi, la consommation et l'exportation. En contraste, les enjeux apparaissent immenses, déterminants car ils s'inscrivent dans la continuité du conflit séculaire entre le centre et les périphéries repris par la nouvelle conjoncture démographique de la Corne de l'Afrique.*

## Les périmètres irrigués à la fin des années 1980

Des corps étrangers

Les périmètres de la vallée de l'Awash et du Rift, énormes polygones verts voués à la monoculture, tranchent comme des corps étrangers sur les pâturages steppiques gris-roux des basses terres comme autour de la plantation de canne à sucre de Wonji. Sur les hautes terres, en Erythrée à l'approche du périmètre d'Elaberet, ou à l'ouest d'Addis Abeba, à Guder, on se heurte au même contraste brutal. De vastes blocs, d'un seul tenant, découpés à l'emporte-pièce, gardés militairement, apparaissent comme des corps étrangers enclavés dans les parcours des éleveurs des basses terres ou enkystés dans la trame fine du semis des micro-parcelles des hauts plateaux, openfields céréaliers au nord, bocages de faux-bananiers au sud.

des fermes « fortes »  
à caractère urbain

Une fois la clôture de la ferme « forte » franchie, on pénètre dans un monde différent : monoculture mécanisée, réseaux de canaux, bâtiments d'exploitation en dur, demeures des cadres, logements des ouvriers, routes, écoles, dispensaires. Bien de ces grandes exploitations ont, en une dizaine d'années, donné naissance à de petites agglomérations égrénées le long des routes et du chemin de fer. Des boutiques, des débits de boisson, un poste de police, une poste, des écoles de mission leur confèrent un caractère indubitablement urbain.

des fermes victimes  
du socialisme agraire

Ces plantations se sont développées en barrant et en dérivant les rivières sur les piémonts en Erythrée et comme complément à la construction de grands barrages hydroélectriques sur l'Awash. Héritées de l'Ancien Régime, devenues fermes d'Etat, vitrines du socialisme agraire, elles se révélèrent une lourde charge pour le budget national. Pourtant, les officiels éthiopiens les présentaient comme les modèles de l'agriculture scientifique, tournée vers le marché. En 1985, on y produisait 87 % du coton éthiopien et tout le sucre. Les grandes fermes sont restées totalement isolées des exploitations paysannes ou pastorales voisines. Ces grandes exploitations ont été, tout au plus, un réservoir d'emplois saisonniers requis parmi les agro-pasteurs et les paysans d'alentour, au moment où ils travaillaient sur leurs

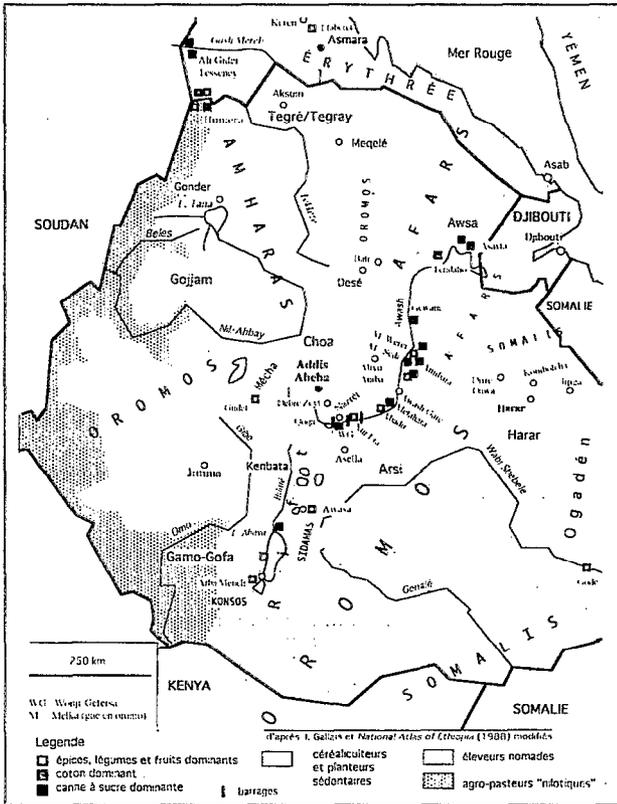
propres champs. La coupure nette observée dans le paysage agraire ou agro-pastoral traduit donc l'hétérogénéité radicale des systèmes de production importés et des systèmes «indigènes» et également la rude concurrence entre ces systèmes pour la maîtrise du sol.

**La micro-irrigation des systèmes agraires intensifs**

Deux types d'irrigation sont signalés en Erythrée et en Ethiopie et sont communs à l'ensemble de la Corne de l'Afrique et au Moyen Orient : soit la dérivation d'une partie du flot d'un cours d'eau avec la constitution d'une réserve alimentée par les hautes eaux, soit la culture de décrue, les deux étant très souvent combinées.

Des terrasses, portant des jardins au Tegré/Tegray<sup>1</sup> et au Choa, sont arrosées pendant la sécheresse à partir de canaux. On observe ainsi des pépinières de jeunes eucalyptus à l'ouest d'Addis Abeba baignés par les eaux dérivées des rivières. Au Mécha, un réseau dense de petits canaux irrigue les vergers de Guder (Gascon 1983).

36



*Les aménagements hydro agricoles en Ethiopie et Erythrée*

dériver l'eau des rivières

Les planteurs de faux-bananniers du sud ouest, les paysans de Komboicha, près de Harar, et les Konsos, du Gamo-Gofa, obtiennent ainsi deux et trois récoltes par an par complantation.

Les techniques d'irrigation sont liées à de fortes densités de population, supérieures à 300 (densité brute) qui ont doublé en 20 ans. Les Oromos Qottu du Harar captent les sources au débit le plus modeste grâce au kuri : ils creusent un réservoir qui se remplit la nuit et l'ouvrent d'un coup pour arroser leurs pommes de terre mêlées au tchat<sup>2</sup> (Gascon, 1991). En Érythrée, dans les lits des oueds qui dévalent le rebord de la mer Rouge et en Ogadén le long du Wabi Shebele, on pratique la culture de décrue, en dérivant la crue ou en l'emmagasinant derrière

<sup>1</sup> Tegré en amharique, Tegray en tegrénia, ne pas confondre avec le tigré, l'une des langues sémitiques parlée en Érythrée.

<sup>2</sup> Comme il était interdit d'irriguer, le tchat, les Qottu le plantaient avec des pommes de terre et les arrosaient ensemble.

---

 utiliser les crues  
 et les stocker
 

---



---

 des aménagements  
 importants
 

---



---

 des atouts  
 remarquables
 

---



---

 un bilan économique  
 désastreux
 

---



---

<sup>3</sup> Soit environ 150 à 180 millions de francs français.

une levée de sable. En Somalie et en Erythré, les Italiens prirent appui sur ces périmètres de petite taille pour lancer la culture du coton et les vergers d'agrumes (Guida 1938).

### Les périmètres irrigués liés aux grands travaux hydrauliques

La plupart des périmètres érythréens sont situés sur le piémont, sur les cônes de déjection des oueds qui gagnent la mer Rouge et à la limite en haut et bas plateau de l'Ouest (Elaberet seul, utilise l'eau de barrages). Le seul exemple d'aménagement hydraulique d'une basse plaine alluviale à partir d'un barrage et de dérivations, est le périmètre d'Ali Gider/Tesseney établi sur le vaste cône d'épandage formé par le Mereb/Gash sur le piémont proche de la frontière du Soudan (Hailu 1964).

En Ethiopie, l'irrigation de piémont domine au Harar en une succession de plantations établies sur des cours d'eau. On la trouve également avec les périmètres du delta du Bilaté au bord du lac Abaya, dans le Rift. Plus au nord, la ferme d'Awasa, en plus des dérivations, pompe l'eau du lac du même nom. La vallée de l'Awash accueille les aménagements les plus importants et les plus récents. Elle bénéficie, en effet, d'atouts remarquables, outre un fleuve abondant et des sols fertiles, la proximité de la capitale et l'accès au réseau de communication. Entre Nazrét et Awash-Gare, les productions du premier secteur sont variées : sucre, vigne, agrumes et aussi coton qui domine entre Tendaho et Asayta. Ici règnent le gigantisme et la machine : sur 27 600 ha, on produisait 87 % du coton éthiopien (64 % venait de 5 plantations dont la taille se situe entre 3 700 et 1 400 ha). Les 7 fermes de Nur Era comptent 6 740 ha alimentant des usines de conditionnement. A Wonji, 5 000 ha de canne à sucre et 1 500 ha à Metahara assurent la consommation intérieure de l'Éthiopie.

En dépit de ce palmarès brillant, les fermes irriguées, comme les autres fermes d'Etat, n'échappent pas au bilan économique désastreux : entre 1980 et 1985, elles perdirent régulièrement 80 millions de berr<sup>3</sup> chaque année (Dessalegn 1990). Les grandes exploitations, reconverties à la hâte dans la céréaliculture pour faire face aux disettes, furent, sans doute, les plus déficitaires (Haile Yesus 1982). La production d'hydroélectricité, même grevée par de lourds investissements, rentabilise l'aménagement des périmètres irrigués. Mais, ni les exportations de coton ni les ventes d'agrumes n'ont jamais représenté des postes importants dans le commerce international de l'Ethiopie : le café produit par de petits exploitants fournit toujours plus de la moitié des rentrées en devises. Les grands aménagements hydro-agricoles

ne sont-ils forcément que le sous-produit des aménagements hydroélectriques ?

## L'origine des périmètres irrigués : la négation du foncier

Les grands travaux hydro-agricoles ont été décidés à Rome ou à Addis Abeba et dans une moindre mesure à Asmara, sans consulter les populations. On distingue trois étapes dans la constitution de ces grandes plantations.

### Les ambitions de l'Africa Orientale Italiana

En Erythrée, les premières plantations irriguées furent établies en 1905-1906 dans la vallée du Gash/Mereb et en 1908 à Elaberet (Hailu 1964) puis enfin à Tesseney. Selon la Guida (1938), on collectait le coton sur 4 500 ha en 1938 auprès de producteurs autonomes. Après la conquête de l'Ethiopie, les Italiens identifièrent de nombreux sites cotonniers dans la vallée de l'Awash et le long de la frontière du Soudan. Ils collectaient le coton pour le compte d'une société d'État. Ils avaient commencé à développer les plantations sucrières de Bishoftu (Debre Zeyt) et de Wonji où la Società Agricoltura Industriale dell' Etiopia (SAID) aménagea 1 600 ha (Asefa 1967). Ils conservèrent aussi les fermes modèles créés à l'initiative du negus ou des étrangers<sup>4</sup>. En traçant un réseau routier accessible aux camions, ils préparèrent ainsi le brillant essor de l'économie de plantation qui survint dans les années 1960.

### La ruée vers l'Awash

La FAO finança le projet du Bassin de l'Awash et en 1962 le gouvernement éthiopien organisa l'Awash Valley Authority (AVA) afin d'y promouvoir les aménagements hydro-agricoles. On fit appel au capital financier et technique privé étranger (italien en Erythrée, néerlandais à Wonji<sup>5</sup>, anglais à Tendaho, israélien à Abadir) qui s'allia, soit avec des représentants du gouvernement, soit avec des capitalistes éthiopiens, pour monter des «joint-ventures». Plus de la moitié des exploitations irriguées dépassaient 1 000 ha (Dessalegn 1986) ! Ces compagnies rassemblaient la fine fleur de la famille royale, de la cour, de l'armée, de la haute fonction publique ou des dynastes locaux. Gilkes (1975) raconte comment ces grands personnages monnayaient, par l'octroi d'actions gratuites, leur intervention pour l'attribution des concessions. Sur 19 300 ha de coton dans l'Awsa (delta intérieur de l'Awash), le sultan Ali Mirah des Afars s'en était réservé 21,2 % pour son usage privé, en avait concé-

le développement  
italien

d'immenses  
exploitations aux  
mains des hauts  
personnages

<sup>4</sup> Plantations de Henri de Monfreid à Erér, de la Mission de la Consolatà à Guder etc.

<sup>5</sup> Mesfin célèbre Wonji : «transformed into an oasis of wealth... «a veritable paradise of green verdure» d'où on a «displaced the nomads, chassés du paradis comme des anges déchus ? (M Wolde Mariam, 1972,

dés 55,5 % à «ses» tenanciers venus des hautes terres, 6 % à ses parents et agents et 13,7 % à de petits exploitants, ses obligés. Les 4,1 % restant formaient une grande plantation d'un seul tenant (Dessalegn 1986).

Pareille concentration foncière était la conséquence des dispositions du droit foncier traditionnel éthiopien. Il stipulait que les parcours des éleveurs et que les terres occupées par les peuples vaincus étaient attribués au roi qui en distribuait les droits à ses fidèles. Ces hauts personnages virent tout l'intérêt qu'ils avaient à évincer leurs tenanciers<sup>6</sup> qu'ils exploitaient pourtant, et à les remplacer par des machines pour produire des denrées exportables. Les étrangers étaient attirés par des salaires énormes, par le rapatriement intégral des profits, l'exonération des impôts et des taxes, un monopole du marché intérieur, le dégrèvement des carburants et l'importation en franchise du matériel agricole et des intrants (Cohen & Weintraub 1975). Bien plus, l'État finançait de nouveaux aménagements hydrauliques et de nouvelles infrastructures routières. Néanmoins, des protestations s'élevèrent parmi les chercheurs expatriés, alarmés par la dépossession des Afars et par la multiplication des évictions qui créait, dans l'Awash et dans le Rift, une atmosphère de guerre civile agraire (Gascon 1983).

Enhardi par la rapidité des transformations de la vallée de l'Awash, le gouvernement engagea les mêmes études pour développer les périmètres irrigués dans la vallée du Wabi Shebele, affirmant ainsi sa mainmise sur l'Ogadén revendiqué par la Somalie. On projetait d'y transférer des évincés du Choa ou des migrants du nord, des paysans chrétiens étrangers aux Somalis, éleveurs musulmans.

### La Réforme Agraire

Au moment de la Réforme Agraire de 1975, les grandes exploitations furent accusées d'être l'une des causes de l'aggravation de la famine de 1973-74. A la périphérie des fermes, il y eut de violents incidents avec les éleveurs et les paysans ; et, devant la colère populaire et les risques de reprise de guérillas au sud, alors qu'il combattait les rebellions du nord, le Derg<sup>7</sup> distribua des terres tout en s'efforçant de contrôler directement ces exploitations nationalisées, devenues maintenant fermes d'Etat (Gascon 1990).

Quand Mengistu lança la collectivisation et les quotas obligatoires, la «Révolution Verte» de 1979, les fermes d'Etat avaient perdu la moitié de leur superficie (Haile Yesus 1982). Elles formèrent un ministère à part entière, reçurent des cadres, du

selon le droit foncier  
éthiopien

des étrangers  
déposèrent les  
Afars

mort et résurrection  
des grandes  
exploitations

<sup>6</sup> Les experts suédois de la Swedish International Development Agency (SIDA) dénoncèrent ces pratiques (témoignages personnels, Cohen & Weintraub).

<sup>7</sup> Le comité militaire secret qui gouverna l'Éthiopie de 1974 à 1987.

matériel et des intrants, préfigurant l'agriculture socialiste mécanisée qui se substituerait au «mode de production paysan» rendu responsable des disettes et des famines. Souvent interprétées comme une variante ensoleillée des sovkhoses, ces fermes et spécialement les périmètres irrigués, poursuivaient le mouvement d'expansion vers la périphérie et les basses terres, commencé sous Menelik II (Gascon 1987). Par leur inscription brutale dans le paysage des basses steppes, ces fermes, telle celle de Godé en Ogadén, surveillaient les éleveurs contraints à se sédentariser (Aden 1989 ; Faye 1990). Révolution et tradition s'épaulaient donc.

Les fermes d'Etat et plus spécialement les exploitations irriguées traversèrent indemnes les épreuves que le régime de Mengistu infligea au monde rural. Marginalement, elles regroupèrent des pasteurs qu'on tenta parfois de fixer mais le gros bataillon des 600 000 déplacés du Wollo et du Tegré fut dirigé vers le sud ouest, parfois à la périphérie des complexes agro-industriels (Gallais 1989). Les associations de paysans furent mises en demeure de construire les huttes, abris précaires des réinstallés et des réfugiés.

## Concertir les paysans et les éleveurs à l'irrigation et à l'intensification des systèmes de production

En Ethiopie et en Erythrée, les paysans et les agro-pasteurs ont intégré les techniques d'irrigation comme facteur d'intensification dans leurs systèmes «traditionnels» de production. Beaucoup d'entre eux ont fait entrer des cultures de rente dans la succession des cultures, répondant ainsi aux sollicitations des marchés. S'ils résistèrent au changement, comme les autorités impériales et militaires les en accusaient, ils ne résistèrent donc pas au changement technique.

### Une insertion brutale dans des systèmes fragiles

On dispose, maintenant, des premières études précises sur les conséquences hydrologiques et pédologiques des aménagements entrepris sur l'Awash. Les barrages régularisent le débit des fleuves en écrétant les crues et en augmentant les étiages. Ce sont aussi des pièges pour les alluvions fluviales : le barrage de Legadadi construit, en 1972, pour alimenter Addis Abeba en eau s'est comblé en 10 ans. La superficie des cultures de décrue, principalement des céréales sur les limons fraîchement déposés, et des pâturages rétrécit car le niveau des hautes eaux s'abaisse. Les vertes prairies de saison des pluies du delta

---

des conséquences  
brutales sur  
l'environnement

---

intérieur de l'Awash, déjà entamées par le coton, sont menacées par l'approfondissement des nappes phréatiques.

---

les productions

---

On signale dans la moyenne et basse vallée de l'Awash, au climat aride, une augmentation de la teneur en sel des sols provoquée par le lessivage. Elle se traduit par une baisse du rendement du coton et de la production de bananes et même une stérilisation des terres. Le bilan dressé par les chercheurs et les administrateurs éthiopiens, pour l'Awash moyen, est éloquent : à Amibara, depuis 1975, 4 500 ha ont été affectés par le sel sur les 10 300 ha que le périmètre comprend (Melkamu, 1993). A Melka Sedi, sur 8 000 ha, 1 950 ha sont stérilisés et 2 000 ha affectés par le sel. Le rendement en coton par hectare est passé de 3,94 t en 1984 à 2,08 t en 1990 ; pour les bananes, il est tombé de 12,05 t à 3,99 t entre 1980 et 1991, à Melka Werer, le rendement en graines de coton s'est effondré de 4,27 t à 1,93 t entre 1980 et 1990 ! On perd en moyenne 50 000 t de coton chaque année du fait des divagations et des prédatations des troupeaux (Gezmu 1993).

---

pollution et infection  
endémiques

---

L'écoulement des eaux d'irrigation est mal contrôlé : le niveau du lac d'Awasa s'élevant, on a dû exhausser ses rives. Depuis 30 ans, l'émissaire de la plantation de Metahara submerge la voie du chemin de fer. L'extension de l'irrigation provoque une recrudescence du paludisme et de la trypanosomiase dans les basses terres de l'Awash et du Gash, à l'étage aride et chaud. On signale, dans le Rift et la moyenne vallée de l'Awash, entre 1 500 et 1 800 m, à l'étage moyen, un réveil des deux endémies. L'épandage des pesticides par avion, sur des plantations de coton de plusieurs milliers d'hectares, déborde souvent sur les pâturages proches des plantations et pollue les eaux des canaux d'irrigation. Selon les rapports éthiopiens, cités plus haut, la mauvaise qualité de l'eau est l'origine d'une surmortalité du troupeau et d'épidémies de gastro-entérites chez les humains (Gezmu 1993).

---

dérèglement du  
marché du travail

---

Les grandes fermes ont perturbé le marché du travail en utilisant des machines puis en employant massivement des travailleurs saisonniers, peu payés et aucunement protégés de la malaria. Ils viennent du Kenbata pour couper les cannes à sucre de Wonji. Pour cueillir le coton, dans des régions peu peuplées et peu salubres, on mobilise de forts contingents de main-d'œuvre sur les plateaux, au moment où se fait la moisson. Le régime de Mengistu utilisa l'émulation «socialiste» pour faire face à ces besoins et pour pallier les pannes du matériel agricole hétéroclite des exploitations. Au dessus de ces foules prolétariées, une petite élite de techniciens bénéficiait seule, de tous les

services de la plantation. Les salaires élevés de l'encadrement<sup>8</sup> et les avantages liés (voiture, maison, soins et électricité gratuits) devaient inciter des chrétiens des hauts plateaux à s'installer dans un milieu torride et impaludé parmi des musulmans et éleveurs jugés «primitifs» parce qu'allant demi-nus<sup>9</sup>.

Les deux mondes, celui des éleveurs occasionnellement cultivateurs et celui des cultivateurs éleveurs de bêtes pour le labour, se rencontrent traditionnellement dans des marchés à la périphérie des hautes terres, à mi pente, où ils échangent leurs produits (Aliyu Amba au Choa-nord et Bati au Wollo). Avec les périmètres irrigués des basses terres, le monde des plateaux s'introduit au milieu des éleveurs, les évince de leurs parcours, de l'intérieur, et leur prend.

### Le sort tragique des éleveurs

Les éleveurs des basses terres sont encore perçus en Ethiopie comme une menace et, les grandes exploitations irriguées demeurent l'un des moyens les plus sûrs pour les surveiller. Si menace il y a, elle a changé de sens : quelques centaines de milliers d'éleveurs ne représentent plus un danger pour plusieurs millions d'agriculteurs sédentaires, mais, les vieux réflexes ont la vie dure. Nos médias «oublent» aussi les éleveurs : ils ont alerté l'opinion internationale, lors des sécheresses récentes, seulement quand elles ont ravagé le «Croissant Aride» (Gallais 1989) des hautes terres du nord, peuplées de cultivateurs sédentaires, bien après qu'elles aient touché les éleveurs nomades afars et somalis. Dans un article prémonitoire écrit avant la famine de 1973-1974, Bondestam (1974) a montré comment les Afars, privés de leurs pâturages grignotés par le coton irrigué et diminués par la baisse du niveau des hautes eaux, étaient guettés par la disette. Hélas, l'avenir lui donna raison. On comprend que les éleveurs lâchent leurs bêtes affamés sur les champs de coton fraîchement cueillis et saturés d'insecticide, les pertes sont importantes mais le bétail a tellement faim qu'on se résigne (Gezmu 1993).

Mis sur le compte du banditisme «congénital» des Somalis, l'assassinat d'hydrologues de l'ORSTOM, travaillant au projet du Wabi Shebele, et beaucoup d'autres incidents dans le Rift, révélaient l'inquiétude des éleveurs qui avaient compris que le gouvernement de Haile Sellasié répétait en Ogadén, l'opération de la vallée de l'Awash. Les autorités impériales continuaient à octroyer des terres et mettaient en avant les projets d'installation de paysans sans terres ou d'anciens combattants. Un examen d'amharique<sup>10</sup> passé par les candidats écartaient les indésirables

---

les exploitations  
irriguées pour  
surveiller les éleveurs

---

42

<sup>8</sup> En 1988, un cadre gagnait 800 harr par mois (environ 2 000 F) alors que le revenu annuel per capita oscille depuis 20 ans autour de 500F. Un de mes élèves refusa un poste à Humera, par crainte d'aller dans les basses terres.

<sup>9</sup> La nudité est, pour les habitants des hauteurs, le signe le plus sûr de la sauvagerie et de la férocité de ces populations au sujet desquelles circulent les histoires les plus extravagantes (témoignage personnel). Quand les membres du Derg voyageaient parmi ces «sauvages», ils leur distribuaient des vêtements marqués, certes, de la faucille et du marteau. cf. : CAPUTO.

<sup>10</sup> Langue sémitique écrite, langue officielle, comprise au Sud en dehors des villes.

(Gilkes 1975). A Awasa, les vétérans, établis sur la ferme, refusèrent de cultiver en irrigué des plantes qu'ils ne connaissaient pas : tomates, fibres, fruits, légumes... La direction dut engager des éleveurs sidamas, auparavant expulsés, comme ouvriers agricoles pour travailler dans l'exploitation. Les anciens soldats, uniquement employés à la garder la ferme, demeuraient prudemment à l'intérieur, par peur des Sidamas.

essai de  
sédentarisation

Affaiblies par la succession des crises climatiques, quelques centaines de familles d'Afars acceptèrent d'entrer dans un programme de sédentarisation autour de Gewané sur le moyen-Awash. Des ONG, des organisations internationales et le gouvernement éthiopien choisirent de former un noyau autour duquel d'autres groupes d'Afars se seraient agrégés volontairement (Aden 1989). Le régime de Mengistu avait-il écouté certains chercheurs éthiopiens qui réhabilitaient le nomadisme pastoral comme le système de production le mieux adapté à la mise en valeur des milieux arides (Fecadu 1990) ? Peut-être n'était-ce qu'une concession à la région autonome des Afars qui gardait la route d'Asab ? Aden (1989) et Faye (1990) le présentent comme une tentative qui rompt avec le discours «sédentariste coercitif» de l'Empire puis de la Révolution.

## L'eau et l'équilibre géopolitique de la corne de l'Afrique

L'hostilité ou la méfiance des Ethiopiens des hauts plateaux envers les éleveurs nomades, constante des données géopolitiques de la Corne de l'Afrique, épouse les rivalités religieuses traditionnelles entre chrétiens et musulmans et se coule maintenant dans le moule des oppositions nationales entre Somalie et Ethiopie, entre Soudan et Ethiopie. Dans quel « camp », le nouvel acteur, l'Erythrée, va-t-il se ranger ?

des projets à  
dimension  
internationale

L'Awash se perd en territoire éthiopien et donc son aménagement demeure une affaire intérieure éthiopienne. Les autres projets et particulièrement celui du Wabi Shabele, ont une dimension internationale car les barrages prévus n'auraient pas manqué de perturber le débit du fleuve qui arrose le Benaadir, le cœur de la Somalie. Il y avait une forme de chantage à l'égard de la Somalie car l'armée éthiopienne contenait avec peine, les guérilleros du Front de Libération de la Somalie Occidentale aidés par Mogadiscio (Gilkes 1975).

Le projet Tana-Beles, au Gojjam occidental, prévoyait le prélèvement des eaux du lac Tana et leur turbinage dans le Beles en court-circuitant la boucle de l'Abbay (Nil bleu). Ce canal aurait-

---

 des accords anciens
 

---

il changé le volume et le rythme des hautes eaux au Soudan voisin ? Sans doute, mais sûrement moins que le canal de Jonglei -projeté par les autorités de Khartoum- qui prélève l'eau du Nil blanc, aux dépens du Sud, pour les besoins du nord. L'Italie et la Grande-Bretagne, puissances coloniales tutrices de l'Erythrée et du Soudan, ont signé en 1924 un accord à Khartoum pour le partage de l'eau du Gash. Y aura-t-il des discussions au sujet des eaux du Tekkezé, entre le Soudan et l'Ethiopie si la colonisation du piémont frontalier de Humera s'accélère ? Quelle sera la position de l'Erythrée, nouvellement indépendante ?

---

 un besoin urgent en  
 eau et en terres
 

---

Le partage des eaux qui viennent du château d'eau érythréen et surtout éthiopien est un formidable *casus belli* avec les Etats situés en aval. Les Etats de la Corne de l'Afrique sont engagés dans la première phase de la transition démographique : la natalité demeure élevée et la mortalité infantile baisse et, en dépit des guerres et des catastrophes climatiques, le rythme de croissance de la population est tel qu'elle double en 25 ans. L'ensemble Ethiopie-Erythrée peuplé de 25 millions d'habitants au recensement de 1970, en comptait 42 millions en 1984 (+75 % en 14 ans !), les estimations lui en donne 56,7 millions en 1993 et peut-être 132 millions vers 2025. Ces Etats ont un urgent besoin de terre et d'eau. L'irrigation, avec l'hydroélectricité en prime, permet seule d'augmenter la production agricole au même rythme que la croissance dans un espace aussi peuplé que l'Egypte. En outre, un périmètre irrigué, un barrage, quels magnifiques marqueurs de territoire quand les frontières se font et se défont !

## Conclusion

### Les aménagements hydro-agricoles en question

*E*n Erythrée et en Ethiopie, les grands travaux hydroagricoles ont une ampleur plus restreinte qu'au Soudan. En Ethiopie, leur essor date des années 60. Ils portent la marque de l'alliance du capitalisme international attiré par un taux de rentabilité élevé, et du système foncier et fiscal traditionnels sous le regard approbateur d'un souverain renforçant son emprise sur les marches de l'Empire. La nationalisation socialiste n'a pas rompu cette alliance et lui a appliqué le sceau du progrès. *Voulus « enclaves », ils sont demeurés « enclaves »*

*Ces aménagements hydro-agricoles ont été édifiés en niant les droits fonciers d'éleveurs et de paysans qui n'ont eu d'autre choix que le déguerpissement ou la révolte. Terres «vierges» on les*

*a exploitées sans retenue comme on a exploité les hommes. Prônés comme la seule solution pour décharger la pression démographique sur les hautes terres, ces périmètres ont précipité la fin du nomadisme dans les basses terres. Les machines ont partout remplacé les hommes, néanmoins réquisitionnés en cas de panne du matériel. La formation de ces enclaves techniques a créé une nouvelle stratification sociale : une aristocratie de techniciens règne, au nom de sa compétence, sur la glèbe. Elle est très bien épinglée par Pausewang (1990) : «The ignorance of rural life among urban elites and administrators is frightening and widespread arrogance towards peasants and nomads hardly understandable given the rural roots of most bureaucrats».*

*D'ailleurs, la priorité à la collectivisation, aux fermes d'État, à «la transformation de la nature» et l'avènement d'un «homme nouveau» n'a pas résisté à l'effondrement du régime de Mengistu. Dès mars 1990, ce dernier avait d'ailleurs renoncé aux mesures coercitives.*

*Dans la Corne de l'Afrique, les aménagements hydro-agricoles doivent être intégrés aux systèmes de production paysans et pastoraux comme les cultures de rente l'ont été progressivement, sous peine de produire un «décalage»<sup>11</sup> que l'aménageur cherche à «rattraper» en usant de la coercition. Les «modèles agricoles intensifs»<sup>11</sup> doivent accompagner l'accroissement des densités et détendre la pression démographique. Jusqu'à présent, ils n'ont produit que d'énormes polygones, terrains de manœuvre des machines agricoles, vides d'hommes. Certes ces îlots de monoproduction affranchissent le pays de l'achat de matières premières agricoles mais l'enchaînent à une dépendance accrue vis à vis des importations d'intrants, dont le prix augmente, alors que le cours des produits bruts exportés ne fait que baisser.*

*A l'avenir, les grands projets hydro-agricoles devront être étudiés en harmonie avec les petits aménagements hydro-agricoles déjà intégrés dans les systèmes agraires et agro-pastoraux. En effet, depuis un siècle, on a imposé aux paysans et aux éleveurs des projets pharaoniens qui destabilisèrent et/ou détruisirent leurs systèmes de production et les contraignirent à déguerpir. On feint toujours de s'étonner que les paysans et les éleveurs les aient refusés ou aient fait la grève du zèle quand on leur demandait de travailler, eux-mêmes, à l'extinction du mode de production paysan.*

*Devant l'ampleur des dégâts provoqués par une irrigation incontrôlée, maintenant évalués, les autorités éthiopiennes s'interrogent. Elles se demandent si le pays, dont l'économie de guerre est*

<sup>11</sup> J'emprunte ces termes à :  
BLANC-PAMARD, 1987.

*en pleine reconversion, a les moyens de financer la réhabilitation des périmètres irrigués les plus affectés par la stérilisation par le sel. Or, les fermes de l'Awash moyen et inférieur doivent passer sous l'autorité de l'Etat autonome des Afars né de la décentralisation entreprise depuis 1991. Dépossédés au nom du progrès et de l'agro-industrie, on rend aux Afars leurs terrains de parcours, qu'on a stérilisés en trente ans alors que depuis le XVIIe siècle, au moins, ils vivaient et transhumaient dans les basses terres. En outre, ces fermes sont le symbole de la spoliation, de l'éviction et des famines dont ils furent les victimes. Cependant, quelques Afars semble vouloir continuer l'agriculture irriguée, mais en petites exploitations. Ils sont en conflit avec les Amharas ou les Oromos venus des hautes terres densément peuplées et qui n'ont d'autres choix que de demeurer. Le personnel des fermes fait pression pour que l'État éthiopien conserve les périmètres irrigués comme stations de recherche et d'expérimentation agronomiques et comme plantations qui fournissent, en produits bruts, les industries textile et alimentaire nationales et l'exportation.*

*En Erythrée, le débat est apparemment clos, le gouvernement a décidé que le périmètre du Gash (Ali-Gider/Tessenev) conserverait le statut de ferme d'Etat et continuerait la monoculture du coton pour l'industrie d'Asmara (Wolde Amlak, Wolde Sellasie, Wudassie, Mebrahtu, Tekie, Mohammed, 1993). Cette mesure n'est pas facile à mettre en œuvre ; au printemps 1993, des milliers de paysans et d'agro-pasteurs s'étaient spontanément installés sur la plantation et on projetait de les expulser. Or, le périmètre jouxte la frontière soudanaise que les éleveurs n'ont jamais respectée. Parmi les occupants «sauvages» d'Ali Gider n'y avait-il pas des Soudanais ? Tout le long de l'année 1994, l'Érythrée n'a cessé de dénoncer l'infiltration de bandes armées «islamistes» venues du Soudan. Elle a finalement fermé la frontière et fait de la grande plantation du Gash un point fort sur la frontière qui passe au milieu de terrains occupés par des éleveurs et agro-pasteurs.*

## Bibliographie

- ADEN MOHAMMED DILEYTA, 1989, «Les Afar : la fin du nomadisme», Politique Africaine, n° 34, États et Sociétés nomades : 51-62.
- ASEFA MEHRATU, 1967, «The Changing Landscape of the Wonji Plain», Ethiopian Geographical Journal, vol. 2, n° 1, June : 23-34.
- BONDESTAM, L., 1974, «People and capitalism in North-Eastern Lowlands of Ethiopia», Journal of Modern African Studies, XII, 3-4 : 423-439.
- BLANC-PAMARD C., 1987. « Systèmes de production paysans et modèle agricole intensif :

- deux systèmes en décalage. L'exemple des riziculteurs de la SOMALAC sur les Hautes Terres centrales de Madagascar » *Cahier Sciences Humaines*, 23 (3-4) : 507-531.
- CAPUTO R., 1983. Ethiopia : Révolution in an Ancient Empire/ National Geography, may, p. 614 - 645.
- COHEN, J. M. & WEINTRAUB, D., 1975, Land and Peasants in Imperial Ethiopia. The Social Background to a Revolution, Assen, Van Gorcum & Comp. B. V.
- DESSALEGN RAHMHATO, 1986, «Moral Crusaders and Incipient Capitalists : Mechanized Agriculture and its Critics in Ethiopia», in Proceedings of the Third Annual Seminar of the Department of History, Addis Ababa University : 69-90.
- DESSALEGN RAHMHATO, 1990, «Cooperatives, State Farms and Smallholder Production», in Ethiopia : Options for Rural Development, Siegfried Pausewang, Fanta Cheru, Stefan Brüne, Eshetu Chole (ed.), London, Zed Books : 100-110.
- FAYE, B., 1990, *Éleveurs d'Éthiopie*, Paris, Karthala.
- FECADU GEDAMU, 1990, «Pastoral Nomadism and Rural Development», in Ethiopia : Options for Rural Development, Siegfried Pausewang, Fanta Cheru, Stefan Brüne, Eshetu Chole (ed.), London, Zed Books : 205-212.
- GALLAIS, J., 1989, Une géographie politique de l'Éthiopie. Le poids de l'État, Paris, Économica, Liberté sans frontières.
- GASCON, A., 1983, «Identité culturelle et contrôle de la terre, le pays Méfl (Éthiopie du Centre Ouest) de l'Ancien Régime à la Révolution», Thèse de IIIe cycle de Géographie dirigée par Gilles Sautter, Université de Paris I, URA 94 CNRS/EHESS.
- GASCON, A., 1987 [1989], «Le sabre et le tracteur. Les fermes d'État dans l'agriculture de l'Éthiopie socialiste», *Bulletin des études africaines de l'INALCO*, vol VII, n° 13-14 : 237-248.
- GASCON, A., 1990, «Les réformes agraires 1974-1984», in La révolution éthiopienne comme phénomène de société, Joseph Tubiana (ed), Paris, l'Harmattan, bibliothèque Peiresec 8 : 43-61.
- GASCON, A., 1991, «Intégration économique et intégration nationale : le Harär, la rivalité somalo-éthiopienne et l'emprise de Djibouti», *Northeastern african studies*, vol. 13, n° 2&3, pp. 51-68.
- GEZMU ESHETE, 1993, «The Impact of the Introduction of Large Scale Irrigation Schemes in Arid Regions. Experience in the Amibara Irrigation Project», a paper presented in the Large-Scale Irrigation Schemes in Sahelo-Sudanese Africa Workshop in February 14-20, 1993 to be held in Khartoum, Sudan.
- GILKES, P., 1975, *The Dying Lion. Feudalism and Modernization in Ethiopia*, London, J. Friedman Publishers Ltd.
- GUIDA D'ITALIA DELLA CONSOCIAZIONE TURISTICA ITALIANA, 1938, *África Orientale Italiana*, Miláno.
- HAILU YEUS ABEGAZ, 1982, *The Organization of State Farms in Ethiopia After the Land Reform of 1975*, Saarbrücken, Fort Lauderdale, vol. 46 *Sozialökonomische Schriften zur Agrarentwicklung*, Verlag Breitenbach.
- HAILU WOLDE EMMANUEL, 1964, «Concession Agriculture in Eritrea», *Ethiopian Geographical Journal*, vol. 2, n° 1, June : 35-44.
- MELKAMU REGEA, 1993, «Amibara Irrigation Development. Environmental Implication», a paper presented in the Large-Scale Irrigation Schemes in Sahelo-Sudanese Africa Workshop in

February 14-20, 1993 to be held in Khartoum, Sudan.

PAUSEWANG, S., 1990, «The Peasant Perspective», in Ethiopia : Options for Rural Development, S. Pausewang, Fanta Cheru, Stefan Brüne, Eshetu Chole (ed.), London, Zed Books, pp 213-226.

WOLDE AMLAK ARAYA, WOLDE SELLASIE OGBAZGHI, WUDASIE YOHANNES, MEBRAHTU YASU, TEKIE MASIAS, MOHAMMED KHEIR, 1993, «Ali Ghi-

der Large-Scale Irrigation Scheme in Gash and Setit Awraja (District), Eritrea», a paper presented in the Large-Scale Irrigation Schemes in Sahelo-Sudanese Africa Workshop in February 14-20, 1993 to be held in Khartoum, Sudan.

WOLDE MARIAM, 1972. An introductory Geography of Ethiopia. Addis Abeba; Ethiopie, Benhanemna Selam HSI Press, p. 115

## Résumé

L'article replace les périmètres irrigués dans les systèmes agraires et agro-pastoraux d'Éthiopie et d'Érythrée soumis au défi du doublement de la population en 25 ans, aux caprices du climat et aux divers avatars de réformes agraires autoritaires.

Les études d'impact révèlent que la construction de barrages et les techniques d'irrigation mal maîtrisées ont gravement perturbé les milieux naturels. Des travaux avaient prévu que l'accaparement des pâturages pourrait provoquer la disette et même la famine chez les pasteurs. L'introduction du salariat a bouleversé le marché du travail autour des fermes et enclenché un processus de stratification sociale : à côté d'une plèbe de tâcherons, réquisition-

nés alentour et sous-payés, vivait dans ces enclaves une aristocratie technicienne.

Les aménagements hydro-agricoles à l'échelle régionale, utilisant des techniques importées doivent être «naturalisés» en s'appuyant sur une étude fine des systèmes agraires et agro-pastoraux. Les paysans des hauts plateaux maîtrisent une irrigation locale qui leur a permis d'obtenir deux et parfois trois récoltes annuelles sans le moindre apport d'intrants importés donc sans le moindre débours de devises.

Le partage des ressources hydrauliques du château d'eau éthiopien peut devenir un casus belli avec la Somalie, le Soudan et même l'Érythrée.